

MOINS D'ARGENT pour les élèves défavorisés

▶ Les crédits supplémentaires accordés à l'enseignement différencié – soit 7 millions d'euros – vont disparaître

▶ Les crédits supplémentaires accordés à l'enseignement différencié vont tout simplement cesser d'exister à partir de la rentrée 2015. Ils seront directement réinjectés dans le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Une perte de l'ordre de 7 millions d'euros, pas facile à avaler quand on sait l'importance que revêt cet argent dans l'enseignement destiné aux classes sociales plus défavorisées.

L'enseignement différencié englobe 25 % des élèves.

Selon Christophe Ottermans, vice-président de l'association

des directeurs d'établissements secondaires de l'enseignement libre appartenant à l'enseignement différencié (Codidi), cette situation est tout simplement désastreuse. "Nous avons chez nous les familles les plus pauvres, les plus fragiles. Si on nous enlève ces crédits supplémentaires, c'est la Saint-Nicolas, le carnaval et Pâques qui disparaissent d'un coup."

Il poursuit : "Ces crédits servent à beaucoup de choses dans nos écoles. Ils permettent, par exemple, de mettre en place une école des de-

"J'avais beaucoup moins de violence dans mon école"

voirs pour aider ceux qui sont le plus dans le besoin. Ils permettent aussi de financer les sorties à la mer, les voyages scolaires. Depuis qu'ils ont été mis en place, j'ai beaucoup moins de violence dans mon école. Avant, je renvoyais une trentaine d'élèves par an. Maintenant, ils se comptent sur les doigts de la main. J'ai même des élèves qui n'ont pas assez d'argent pour se payer une tartine le midi."

L'objectif de cette mesure, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, est de dégager des fonds afin de pouvoir engager de nouveaux enseignants ou conseillers pédagogiques. "Nous avons consulté les acteurs de l'enseignement différencié. Ils nous ont fait

part de leur souhait d'avoir plus d'encadrement dans leurs écoles", justifie Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Enseignement.

DU CÔTÉ DE la Codidi, qui représente une centaine d'implantations en Belgique, on récuse cet argument. "Nous n'avons jamais été sollicités à ce sujet. Je ne vois pas quel directeur pourrait vous dire qu'il préfère avoir plus d'enseignants et qu'on lui retire les crédits qui lui permettent de faire tourner son école", expose M. Ottermans.

Joëlle Milquet a néanmoins laissé entendre que ces crédits seraient peut-être remis en place au moment de définir le prochain budget. Mais pour le moment, rien n'est encore sûr.

R. D.

Les étudiants dans la rue lundi

Ce 17 novembre, diverses associations étudiantes défilent dans huit villes du pays. Des perturbations sont à prévoir à Bruxelles et à Liège.

La revendication des étudiants est simple. Ils veulent "un enseignement supérieur de qualité accessible à tous".

Certains dossiers plus épineux, comme l'évocation de la remise en cause du gel du mi-

nerval ou encore l'augmentation de ce dernier en Flandre, seront aussi l'objet de toutes les critiques. "Les étudiants belges au nord comme au sud de la frontière linguistique rencontrent des problèmes similaires", a martelé Corinne Martin, présidente de la Fef. À Bruxelles, un rassemblement est prévu devant le cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS).

R. D.